

# La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Altred Rosmer : Un révolutionnaire  
des temps difficiles

A travers les assises syndicales

*par M. CHAUSSE*

La réforme de l'enseignement

*par Roger HAGNAUER*

La loi infâme

*par Robert LOUZON*

Problèmes du Danemark *par C.-H. PETERSEN*

La mort de S. Lozovski

et le crime d'Ilya Ehrenbourg

*par Bernard TURNER*



# Révolutionnaire des temps difficiles

Il y a trente-cinq ans, le parti communiste français en ses balbutiements de la première enfance, à peine sorti de la scission de Tours de 1921, à peine baptisé, où de vieux politiciens retors se maintenaient tandis que perçait déjà les futurs aventuriers de la bolchevisation, entendait parler d'Alfred Rosmer, retour de Moscou où il avait participé aux premières grandes démarches de l'Internationale communiste.

Des ricanements accueillait cet ami de Trotsky, dont la discrétion paraissait suspecte, que l'on ne voyait quère aux tribunes des meetings, qui n'avait pas brillé dans le journalisme d'extrême-gauche, qui ne sortait de ses lectures et de ses silences que pour jeter de méprisantes et frémissantes apostrophes aux petits bonshommes finissant avec les héros d'octobre 1917. Amédée Dunois tenta bien, dans un article du *Bulletin Communiste* de présenter le militant que la fraction la plus fidèle à l'Internationale voulait quelques mois plus tard porter à la direction de l'*Humanité* (dont il fut d'ailleurs rédacteur en chef de 1922 à 1924). Malgré cette honnête mise au point, la légende d'un Rosmer, débarqué de Moscou et envoyé de Trotsky, servait trop bien des intérêts sordides pour ne pas être soigneusement entretenue.

Envoyé de Trotsky ? Non. Ami de Trotsky sans nul doute. Une amitié qui ne débuta pas à Moscou, dans l'antichambre du chef de l'Armée Rouge — mais à Paris, pendant la première grande guerre, où Trotsky avant d'être proscrit, cherchait les restes de l'internationalisme socialiste et les trouvait d'abord chez les syndicalistes révolutionnaires, dans le groupe de la *Vie Ouvrière*, chez Monatte et Rosmer, avant même que Merheim (secrétaire de la Fédération des Métaux) et Bourderon (secrétaire de la Fédération du Tonneau) eussent retrouvé à Zimmerwald en 1915 les pacifistes et les révolutionnaires italiens, allemands et russes.

Une amitié qui ne fut pas liquidée avec tant d'autres choses, lorsque le plus grand représentant authentique d'octobre 1917 fut proscrit par Staline. Une amitié qui, en 1940, conduisit Rosmer à Mexico, où les tueurs de Staline menaçaient chaque jour celui dont l'ombre gigantesque terrorisait le Caliquila moscovite, à travers les enceintes et les gardes du Kremlin.

Trotsky qui ne concevait pas la Révolution hors d'un parti révolutionnaire était capable de dominer ses propres conceptions. Il savait bien que Rosmer n'avait jamais été un partisan au sens étroit du terme. Mais il connaissait les *Lettres aux abonnés de la Vie Ouvrière* que Rosmer — mobilisé à Paris — publiait seul (après le départ de Monatte au front) — sans les soumettre à la censure. Il savait aussi la part prise par Rosmer dans la rédaction de l'*Union des Métaux* (2), dans la diffusion des tracts du *Comité pour la Reprise des Relations Internationales* (3). Il lui semblait

normal qu'un parti communiste français fût animé, non par les *débiles successeurs de Jaurès et de Guesde*, non par d'ambitieux « nés de la guerre », mais par les syndicalistes révolutionnaires de la vieille *Vie Ouvrière*, noyau de l'opposition ouvrière et zimmerwaldienne pendant la guerre.

Les origines de Rosmer ne le prédisposaient-ils pas à cette mission ? Ce Français né près de New-York, en ce carrefour du monde, est internationaliste par vocation congénitale. Sa parfaite connaissance du monde anglo-saxon, dont le dynamisme s'est renouvelé en traversant l'Atlantique, l'élève naturellement au-dessus des terroirs et des prés carrés où l'on cultive les préjugés locaux et nationaux.

Formé dans les milieux anarchistes, avant de devenir le collaborateur de Monatte à la *Vie Ouvrière*, il a subi comme toute la jeunesse libertaire de son époque, l'influence d'Ibsen et c'est à un héros du grand dramaturge norvégien qu'il a emprunté le nom sous lequel nous le connaissons. L'auteur d'*Un Ennemi du Peuple*, de *Maison de Poupée*, de *Solness-le-Constructeur*, des *Revenants*, de *Brand*, de *Rosmersholm*, a exalté la rébellion contre tous les conformismes, la force de l'homme combattant seul les mensonges qui établissent la prospérité des cités.

\*\*\*

Trotsky a-t-il pressenti que par sa jeunesse ibsénienne, son syndicalisme révolutionnaire, sa vocation internationaliste, Rosmer qualifié pour animer un parti communiste foncièrement nouveau, l'était aussi pour se classer l'un des premiers parmi les ennemis de la bolchevisation et du stalinisme qui ont dissocié l'Internationale communiste et corrompu l'héritage d'octobre 1917 ? Ce que doivent reconnaître ceux des nôtres qui n'ont jamais été trotskystes, qui même ont reproché le rôle de Trotsky dans les premières années de la Révolution russe, c'est qu'une amitié qui naquit d'une rencontre dans la clandestinité de l'opposition à la guerre et se prolongea sous les salves des assassins staliniens, permet de classer Rosmer parmi ceux qu'attire la grandeur tragique de la Révolution et non l'odeur de sang et de chair qui tire la meute hors du chenil.

Il n'est quère facile d'écrire la biographie d'Alfred Rosmer — encore moins de le situer. — Il rendrait un grand service aux jeunes en décrivant son évolution de sa jeunesse anarchiste à son retour en France en 1946 où il reprit tout simplement sa place dans le noyau de la *Révolution prolétarienne*. Monatte disait un jour des bolcheviks — des vrais, des grands — : « *Ils sont différents de nous qui sommes syndicalistes révolutionnaires parce que nous sommes liés au mouvement ouvrier. En 1792 ils auraient pu être des Jacobins* ». Rosmer est-il plus jacobin que syndicaliste ? À lui de nous le dire.

Sans doute se sépara-t-il de la R.P. en 1929 ? On a pensé que c'était seulement sous l'influence de Trotsky. Explication paresseuse. C'est peut-être tout simplement parce que sa morale plus que sa doctrine politique veut que l'on fasse sérieusement ce que l'on fait, que l'on soit sérieusement ce que l'on est. Au métier du révolution-

(1) Rosmer a achevé ses quatre-vingts ans le 23 août dernier.

(2) Organe de la Fédération des Métaux qui parut pendant toute la guerre, sans être soumis à la censure.

(3) Devenu à la fin de la guerre « Comité de la Troisième Internationale ».

naire professionnel, Rosmer oppose la vocation du révolutionnaire sérieux. De l'internationaliste sérieux, aussi. La proscription de Trotsky sonnait le glas de la 3<sup>e</sup> Internationale. Mais ce n'était pas une fatalité irrémédiable. Il fallait refaire ce qui avait été détruit, ressusciter octobre 1917. D'où la création de la *Quatrième Internationale*, ce fut Rosmer qui fonda : *La Vérité*, son premier organe français. Si leur sectarisme l'a séparé des trotskystes, il n'en est pas découragé. Et c'est tout normalement qu'il a pris en 1951 la présidence du *Cercle Zimmerwald*.

Mais pour l'édification des jeunes, l'œuvre littéraire de Rosmer serait tout entière à lire. Nous ne pensons pas seulement à son *Histoire du Mouvement ouvrier pendant la guerre de 1914-1918* (monument historique malheureusement inachevé) et à son *Moscou sous Lénine* (4). C'est à lui que nous devons les chroniques les plus « utiles » sur le travaillisme anglais et le syndicalisme américain. Mais tous ses articles de la *Vie Ouvrière* d'avant 1914, de la *Révolution prolétarienne* de 1925 à 1929 et depuis 1947, ont la valeur de témoignages. Rosmer si sévère, lorsqu'il le faut (et hélas ! il l'a fallu souvent) ne manque pas d'objectivité. Il signale les lâches complaisances et les trahisons, mais sait aussi déceler ce qu'il y a de meilleur chez les hommes les plus discutables. Fort peu indulgent pour les politiques

(4) Ce témoignage a été discuté. Mais un témoignage est toujours discutable. Ce qui est indiscutable ici, c'est la sincérité et l'honnêteté du témoin. Parmi les nombreuses « monographies » de Rosmer dignes de figurer dans une bibliographie, signalons son autre « témoignage » sur l'opinion aux Etats-Unis pendant la guerre (paru dans le *Crapouillot*) et sa remarquable étude sur John Dewey, paru dans *Preuves* en 1952, qui met en valeur celui qui fut non seulement l'un des philosophes et pédagogues américains les plus efficaces, mais encore le Président du tribunal constitué pour « juger les procès de Moscou » en 1937.

socialistes, il a rendu hommage à Edouard Vaillant et l'on trouvera dans un article de la *Vie Ouvrière* consacré au congrès socialiste de 1914, deux notes sur Jaurès et Guesde qui pourraient figurer dans leur panégyrique.

C'est que ce révolutionnaire sérieux ne néglige jamais l'aspect humain des choses — c'est-à-dire le rôle des hommes. La nécessité historique n'explique pas tout. Peut-être qu'en fin de compte, les « accidents humains » comptent pour peu. Mais là encore la fin ne justifie pas le mépris des moyens. Un militant sérieux et clairvoyant permet peut-être à l'Histoire de gagner du temps... et surtout à ses mandants d'éviter des déboires et des souffrances...

Difficile d'écrire la biographie d'un homme dont la discrétion semble systématique — et s'étend même à tout ce qui caractérise sa vie. Rares sont ceux qui peuvent deviner son âge que sa discrétion dissimule sous sa longue et mince silhouette invariable depuis quarante ans. Rares aussi sont ceux qui connaissent le rôle joué par sa compagne Marguerite Rosmer dans la lutte contre la guerre, dans les œuvres de solidarité et d'éducation. Plus rares encore ceux qui ont découvert le rustique refuge des Rosmer, une sorte de bocage souriant, imprévu dans une grande banlieue plate et monotone.

Pourtant cette modestie volontaire porte une faille : un grand trait de fierté, presque d'orgueil : le choix du nom de Rosmer. Les drames d'Ibsen ne facilitent guère la digestion et le sommeil. Ce sont des œuvres souvent sombres, pessimistes, presque désespérées, d'un symbolisme complexe, où le dur dénouement tombe parfois sur les personnages les plus dignes de notre attachement. Mais abattus, vaincus, les héros d'Ibsen ne s'avilissent jamais, leur fin est même quelquefois le suprême recours contre l'avilissement. Il suffit d'offrir à Rosmer en hommage à ses quatre-vingts ans notre certitude que par toute sa vie militante il est demeuré digne du parrainage qu'il a choisi.

R. H.

## Ceux qui ont refusé le déshonneur et la désertion

Pour eux, formés dans la lutte prolétarienne, toujours au contact de la misère ouvrière, la révolution n'a jamais été ce qu'elle est pour tant de nos nihilistes, c'est-à-dire un but qui justifie tout et lui-même. Elle n'a été qu'un moyen, un chemin probablement nécessaire vers cette terre où vivre et mourir ne seront pas une double humiliation.

Ceux pour qui la révolution n'est qu'un moyen savent qu'elle n'est pas ce bien pur qui ne peut être ni trahi ni jugé. Elle peut être trahie et il faut le savoir, car elle tient aux hommes par ce qu'ils ont de plus grand et de plus bas. Elle peut être jugée, car elle n'est pas la valeur la plus haute et si elle vient à humilier ce qui dans l'homme est au-dessus d'elle, elle doit être condamnée dans le temps où elle humilie.

Peut-être est-ce pour cela que j'ai mauvaise conscience les rares fois où je ne suis pas d'accord avec Rosmer — quand par exemple à force d'adhérer à l'époque dont il parle, il en justifie tout et Cronstadt même. Mon premier mouvement est de trouver alors qu'il sous-estime le retentissement énorme qu'eut la dissolution, par les bolcheviks, de l'Assemblée Constituante. Quelles que furent les justifications de cette mesure, elle a été le signe visible que l'arbitraire, légitimé jusque-là parce qu'il s'exerçait contre les anciens oppresseurs, pouvait se retourner aussi contre les révolutionnaires. Mais mon deuxième mouvement, lisant Rosmer qui insiste sur les dangers courus par la jeune révolution, est d'hésiter. Quand on lit de pareils témoignages, quand on voit de quelles luttes et de quels sacrifices certaines vies furent remplies, on peut se demander au nom de quoi ceux qui, comme nous, n'ont pas eu la chance de vivre au temps de l'espoir, prétendraient sur ce point à autre chose qu'à écouter et comprendre.

Parmi tant de guides qui s'offrent généreusement, je préfère choisir ceux qui, comme Rosmer justement, ne songent pas à s'offrir, qui ne valent pas au secours du succès, et qui, refusant à la fois le déshonneur et la désertion, ont préservé pendant des années, dans la lutte de tous les jours, la chance fragile d'une renaissance.

Albert CAMUS

(Préface au livre d'Alfred Rosmer : « Moscou sous Lénine ».)

# A TRAVERS LES ASSISES SYNDICALES

Eté 57. Congrès et assises syndicales qui me paraissent revêtir quelque importance et dont il faut parler. Il y a là, évoqués, un certain nombre de problèmes posés aujourd'hui au mouvement ouvrier. Tour d'horizon partiel des thèmes d'actualité, sur lesquels un plus grand nombre d'entre vous devrait donner leur opinion.

## AU COMITE CONFEDERAL DE FORCE OUVRIERE : L'ALGERIE

11 mai, à Marseille. C.C.N.-F.O. C'est l'Algérie qui domine cette rencontre, comme cela a dominé le dernier congrès confédéral F.O., encore qu'une partie importante des travaux du C.C.N. ait porté sur la situation économique.

J'avais cru, pour ma part, discerner à la suite des événements de Hongrie, un certain changement d'opinion sur l'Algérie chez pas mal de camarades et beaucoup d'entre eux m'avaient dit : « Nous regrettons les positions prises au Congrès Confédéral sur l'Algérie qui nous empêchent d'apparaître aujourd'hui auprès des travailleurs comme les seuls défenseurs de la liberté, puisque nous approuvons en Algérie ce que nous condamnons en Hongrie. »

En fait, les changements sont à peine perceptibles. Il faut le dire avec force : l'esprit nationaliste reste toujours vivace chez nous. Puisqu'on voit des lecteurs de la R.P. se désabonner parce que la R.P. condamne la politique française actuelle en Algérie, ce qui m'est apparu comme un comble : je croyais naïvement que tous les lecteurs de la R.P. étaient des internationalistes !...

Je pense que tout de même, de plus en plus nombreux sont ceux qui se rendent compte du véritable problème algérien : le soulèvement de tout un peuple pour son indépendance. Mais on n'ose pas le dire : car on ne s'est pas encore rendu compte que plus on reculera la date de l'échéance, plus on tardera à apporter des solutions positives en Algérie, plus ces solutions seront difficiles et plus ces solutions seront préjudiciables à la France. On court tous les jours un peu plus le risque de laisser des extrémistes et des fascistes s'implanter en Algérie ; le risque aussi que d'autres nations créent à notre place les liens d'amitié qu'il nous était possible de tisser avec le peuple algérien.

On n'ose pas le dire encore... C'est pourquoi le discours de Bergeron au C.C.N. qui, lui, osait le dire, tomba dans une sorte de silence accablé. De ce discours, je souligne le parallèle établi entre la situation de la France et des Pays-Bas où l'on nous montre que le standing de vie des travailleurs hollandais a augmenté du jour où leur pays a abandonné son empire colonial.

Cela a été indirectement approuvé par tous les orateurs de ce C.C.N. qui ont dit la difficulté d'obtenir satisfaction sur nos revendications dans de telles circonstances : la classe ouvrière n'a rien à gagner à la poursuite de cette guerre « imbécile et sans issue » suivant l'expression que Guy Mollet employait avant le 6 février 1956.

Il est vrai que j'ai entendu Lafond, du Bureau confédéral, tenir à Lille un langage tout aussi réaliste et commencer à s'inquiéter des emplois, des logements à trouver pour les travailleurs français qui, dans quelque temps, nous reviendront d'Algérie.

Et il y a aussi cet aspect du problème algérien que sont les atrocités commises par les deux ar-

mées, celle du F.L.N. et celle de Lacoste. Cet aspect a été abordé, en particulier, par notre ami Lapeyre qui a demandé une enquête sur les faits qui ont motivé la plainte formulée par la C.I.S.L. contre le gouvernement français.

Mais pourquoi faut-il que Lapeyre fasse le procès de la C.I.S.L. avant de connaître le résultat de cette enquête qu'il a lui-même demandée, et surtout alors qu'il est certain que des exactions de toutes sortes sont commises contre l'U.G.T.A. et qu'il est à peu près certain qu'un responsable national U.G.T.A. a bien été torturé et exposé sur une place publique d'Alger ?

## TERRITOIRES D'OUTRE-MER ET INTERNATIONALE

Le problème a enfin été posé à ce C.C.N. de mettre en place des structures fédéralistes nous unissant aux Unions de syndicats des Territoires Autonomes d'outre-mer. C'est un premier pas. Mais nous sommes terriblement en retard à F.O., en la matière. Nous arrivons après les autres centrales syndicales qui ont déjà donné leur autonomie aux sections africaines ; nous arrivons après même le gouvernement français dont la loi-cadre se met en place et à la réception que faisait au C.C.N. le maire de Marseille, Gaston Defferre, le rappelait fort à propos.

A F.O., une commission d'études fera des propositions au C.C.N. de novembre prochain.

## AU CONGRES DE LA FEDERATION DES METAUX F.O.

Lille, 2 juin 57. — Le Congrès des Métaux Force Ouvrière s'achève par la lecture des résolutions.

Ce congrès a d'abord marqué la progression des effectifs Force Ouvrière dans la Métallurgie, industrie-clef : plusieurs milliers d'adhérents nouveaux ont été accueilli ces dix derniers mois.

Ceci enregistré avec joie, les congressistes ont tout d'abord cherché à rendre leur fédération plus efficace encore : c'est ainsi que la fédération s'est structurée en branches professionnelles serrant de plus près la réalité ; c'est ainsi que furent étudiés dans le détail les différents composants du salaire ; c'est ainsi que commença à être mis sur pieds une caisse de grève ; c'est ainsi que furent votés des moyens d'action qui, je l'espère, ne resteront pas lettre morte. Bien d'autres questions passionnèrent les débats — celle d'une retriade complémentaire, par exemple.

Mais j'insisterai ici sur deux problèmes d'ordre plus général : le Marché commun et la demande d'adhésion de la Fédération C.F.T.C. à la F.I.O.M.

## LE MARCHÉ COMMUN

La ratification prochaine des textes sur le marché commun marquera une nouvelle défaite du syndicalisme qui aura été incapable d'inspirer ce marché commun : tout y a été fait sans la classe ouvrière.

Ce n'est pas un mince sujet d'étonnement que de voir des syndicalistes bailler béatement devant une aussi boiteuse réalisation. La résolution du C.C.N. F.O. est typique. Bien que nous ayons été incapables de marquer de notre empreinte les fu-

tures institutions européennes, nous affirmons sans rire à Marseille : « Dans l'Europe de demain, le syndicalisme libre tiendra une place de premier plan » ; nous pourrions obtenir par « des actions syndicales... rendues rapidement efficaces » « des conventions-cadres européennes », « l'Europe devra être animée par l'action systématique du syndicalisme libre. »

A peine est effleurée une restriction dans un texte dont toutes les phrases sont un acte de foi enfantin dans les destinées européennes : « l'application des traités, malgré l'insuffisance de certaines de leurs dispositions, doit donc aboutir à des structures européennes. »

Le texte des Métaux, à Lille, est heureusement plus nuancé. S'il s'affirme pour le principe d'une économie européenne, il regrette aussitôt que :

« 1. Les traités n'aient pas le caractère supranational reconnu à la C.E.C.A. ;

2. Que le Comité économique et social n'ait qu'un caractère consultatif trop limité et que la représentation des travailleurs y soit insuffisante ;

3. Que rien ne soit prévu pour tendre à la planification des économies européennes. »

Nous sommes, en effet, très loin d'une socialisation européenne. La bataille que nous avons manquée — j'allais dire ignorée — sera-t-il possible de la gagner... dans 17 ans ? Les métallurgistes savent les difficultés qu'ils ont rencontrées à Luxembourg où, cependant, un gros travail a été accompli. Sera-t-il possible d'en faire autant avec le Marché commun ? Une seule chose est sûre pour l'instant : nous partons de plus en arrière pour une ambition plus vaste, puisque le Traité de Marché commun est bien en deçà de celui du charbon et de l'acier.

## LES METAUX C.F.T.C. ADHERERONT-ILS A LA F.I.O.M.

On sait que la C.F.T.C. adhère à l'Internationale chrétienne — C.I.S.C. — mais que celle-ci ne possède pas de branches professionnelles. La Fédération des Métaux C.F.T.C. a demandé son adhésion à la F.I.O.M., l'internationale professionnelle des ouvriers sur métaux de la C.I.S.L. Consultés par référendum, 60 % des métallos C.F.T.C. ont été favorables à la demande d'adhésion, mais les syndicats du Nord et de l'Est ne se sont pas contentés d'une opposition platonique à cette initiative : ils ont menacé de scission. De son côté, le Bureau confédéral C.F.T.C. a marqué très nettement son opposition à tout contact organique, de près ou de loin, avec la C.I.S.L.

Le problème de fond posé à la C.F.T.C., c'est de savoir si cette organisation restera ou non une organisation cléricale : nous en reparlerons tout à l'heure : la majorité confédérale veut garder sa « référence à la morale chrétienne », une minorité voudrait plus de laïcité.

Cette situation se devait d'être évoquée au Congrès des Métaux Force Ouvrière. Nombreux furent les orateurs qui donnèrent leur opinion. Beaucoup stigmatisèrent le cléricisme de certains membres C.F.T.C. D'autres dénoncèrent cet opportunisme d'une souplesse extraordinaire que pratique un peu partout — ont-ils dit — la C.F.T.C. : les positions changent parfois en quelques heures, à moins qu'on ait eu l'habileté de n'en point prendre ou de les prendre tout à la fois, fussent-elles contradictoires.

Finalement, la position du congrès F.O. fut sage. On se félicite de cette ouverture internationale, de la part de la C.F.T.C. Mais on propose que cette ouverture ait aussi lieu à l'échelon national et que des contacts soient pris entre les deux fédérations de métallos F.O. et C.F.T.C., afin que les positions

soient concordantes sur le plan national comme sur le plan international, et que le pas en avant fait par la C.F.T.C. sur le plan international corresponde à un pas en avant sur le plan national.

Que fera la Fédération des Métaux C.F.T.C. ? Elle s'est elle-même engagée dans un processus qu'elle ne peut plus arrêter. Ou elle continue dans la voie courageuse qu'elle a ouverte, au risque de provoquer chez elle une scission mais en rencontrant, de notre côté, une sympathie plus grande ; ou elle tourne court et alors les métallos F.O. garderont leur ressentiment.

Ce qui sera de toutes façons impossible, c'est que la C.F.T.C. joue sur les deux tableaux : faire des sourires à la F.I.O.M. sans y adhérer. Un choix net et sans bavures est aujourd'hui à faire : il sera important pour le mouvement ouvrier.

## LE CONGRES CONFEDERAL C.F.T.C.

Asnières, 9 juin 57. Congrès confédéral C.F.T.C. Le leader minoritaire, Mathevet, accuse le bureau confédéral d'avoir envoyé une circulaire aux curés de la région parisienne pour leur demander leur appui en faveur des candidats C.F.T.C. aux élections de Sécurité sociale de novembre 1955.

Levard, secrétaire général, apporte son approbation et celle du Bureau confédéral à l'envoi de cette circulaire. L'orage éclate dans la salle « Trahison ! Démission ! »

C'est un tournant de ce congrès : il s'agit bien d'une bataille pour la laïcité. Et une opposition fondamentale entre les deux conceptions du syndicalisme. La cohabitation entre les deux serait impossible.

Cette opposition a voulu s'envelopper de formules : « supprimer toute référence à la morale chrétienne nous engageait dans une expérience qui gaspillerait des forces, ce que nous n'avons pas le droit de faire » précisa Levard.

Mathevet avait déjà répondu en 1955 : « le choix n'est pas entre le stalinisme et le monde bourgeois capitaliste décadent qu'on « humaniserait ». Il est entre le socialisme totalitaire et technocratique du stalinisme et un socialisme non de parti mais de conception économique qui respecte et qui assure les libertés véritables auxquelles le mouvement ouvrier a toujours été traditionnellement attaché : libertés syndicales, politiques, spirituelles. Par conséquent un socialisme démocratique. »

Mais, « morale chrétienne », « socialisme démocratique » : qu'est-ce à dire ?

De part et d'autre, à Asnières, on s'est lancé des noms à la face pour attirer des précisions.

— « Quel socialisme ? demanda Bouladoux, celui de Ramadier ou celui de Lacoste, celui de Bevan ou de Gaitskell, celui de Guy Mollet ou d'André Philip, de Nenni ou de Saragat ? »

— « Quelle morale sociale, répliqua un délégué du Roussillon, Gilot, celle d'Adenauer, de Franco ou de Bidault ? »

★

Grave est aussi l'accusation lancée par Schmitt, de la Fédération des Finances qui s'élevait contre l'orientation des militants de la minorité qui tend à politiser l'action des syndicalistes chrétiens.

Une réaction était à faire, à la C.F.T.C. Souvent, dans le passé, on y couvrait, sous prétexte d'apolitisme, une politique réactionnaire. Mais, en sens inverse, le danger apparaît aussi grand de tout politiser, danger auquel n'échappent pas certains « minoritaires ».

Une confusion subsiste de toute évidence à ce sujet, dans l'esprit d'un grand nombre de camarades ; on intitule ici, la minorité C.F.T.C. « la minorité Reconstruction ». Bien que les groupes Re-

construction aient dit qu'ils s'engageaient strictement sur le terrain politique. Peut-être ne l'ont-ils pas dit assez ? Peut-être, pour plus de clarté et pour éviter que soient confondus les domaines du politique et du syndicalisme, peut-être serait-il opportun qu'ils changent de nom ?

Notons encore au passage — et c'est symptomatique — que les attaques faites contre F.O. ne sont venues à ce congrès C.F.T.C. que des majoritaires.

Mais la question la plus spectaculaire que tout le monde se pose est celle de savoir si la minorité deviendra majorité un jour.

Beaucoup d'entre nous avaient été impressionnés par la progression rapide, ces dernières années, de la tendance minoritaire. Chaque congrès biennal apportait une augmentation sensationnelle de son influence, de sorte qu'on pouvait penser qu'un mouvement de tendance se produirait tôt ou tard.

En 1955, la minorité groupait 40 % de suffrages. Elle s'est trouvée légèrement en hausse en 1957 avec 43 % des suffrages.

Mais une modification de statuts proposée par le Bureau confédéral et acceptée par le Congrès relègue cette minorité à 37,5 %, de sorte qu'on peut aujourd'hui affirmer qu'il nous paraît difficile que la minorité soit un jour majorité.

En effet, en supposant, dans les deux ans à venir, la même progression que pendant les deux années précédentes, la minorité serait toujours en 1959, à 40 %, comme en 1955.

Mais il faut penser que — l'expérience de cette modification de statuts le prouve aujourd'hui — la majorité ne s'en laissera pas conter ni avec des cris ni avec des formules. Elle défendra d'autant plus fermement sa place qu'elle y trouvera un argument spirituel et dira que, conservant ses postes, elle défend l'influence de l'Eglise et qu'il ne peut s'agir, en conscience, de changer d'attitude.

Les minoritaires gardent cependant confiance. Ils ont analysé, à travers leur progression, l'origine sociale, l'âge de ceux qui leur font confiance ; et cette base de recrutement est pour eux le signe que leur audience s'accroît dans l'avenir. La jeunesse et l'ardeur de leurs militants, leurs progrès dans des secteurs professionnels importants, comme la métallurgie, est certainement un signe positif.

Quoi qu'il en soit, entre une conception cléricale et une conception d'indépendance du syndicalisme, dans le respect de toutes les croyances... il nous paraît intéressant de voir une centrale syndicale être sur le point de choisir.

C'était cela qu'il importait aujourd'hui que nous notions.

M. CHAUSSE.

## LES APPAREILS ET LA DEMOCRATIE

L'article d'Ignazio Silone publié sous ce titre dans la « R.P. » de juillet-août 1957 ouvre une enquête. Paru dans « Tempo Presente », la revue qu'animait Silone et Chiaromonte, ce texte a déjà suscité diverses réponses en Italie. Il y a intérêt évident à ce que le débat s'élargisse. Silone compte notamment sur les militants syndicalistes français pour participer à cette étude collective.

Alfred Rosmer a déjà répondu directement à « Tempo Presente ». Pierre Monatte envisage lui aussi une contribution. Il faudrait que d'autres militants, en France, en Belgique, en Allemagne, en Angleterre, se mettent au travail. L'enquête des amis italiens en sera enrichie. Et cela fera de bons textes pour nous.

# Le VII<sup>e</sup> Plénum de la C.N.T. d'Espagne en exil

Pendant trois jours, les délégués des fédérations locales de la C.N.T. en exil se sont réunis en plénum. Plénum, et non pas congrès, car les émigrés estiment que les assises souveraines ne pourront se tenir qu'en Espagne. Mineurs des barrages des Aipes, bâtimentiers de Toulouse ou de Paris, métallos de Bordeaux ou de Lyon, ouvriers agricoles de la Beauce ou du Languedoc, ces délégués sont pour la plupart des militants chevronnés. On retrouve parmi eux ces anonymes qui furent les matières vives de la Confédération, devinrent hommes publics de 1936 à 1939, et sont retournés à la pioche, aux manivelles ou au marteau-piqueur sans crise psychologique. Celui-ci fut secrétaire de la régionale de Catalogne ; celui-là organisa la F.A.I. dans les Asturies ; ce troisième a rempli les fonctions de responsable national dans la clandestinité. Des hommes qui connaissent donc et le prix de l'audace, et celui de la peine. Il y a des jeunes aussi ; plus francisés, moins brulants dans leurs interventions. L'âge moyen est la quarantaine. Dix, quinze ans de vie hors d'Espagne, et pour beaucoup un nouvel enracinement en France. Le comportement individuel et l'orientation de l'organisation s'en ressentent.

Le formalisme démocratique est scrupuleusement respecté. La moindre incartade d'un responsable est toujours signalée, et sans périphrases. Et pourtant ces responsables sont mal payés, à peine le minimum vital, et sur eux repose le fonctionnement intérieur et extérieur de la centrale. Les commissions sont désignées en assemblée plénière, et leurs travaux épiluchés. D'où l'abondance oratoire, la multiplicité des incidents et des motions d'ordre. D'où aussi la difficulté à réaliser l'unanimité pour désigner les nouveaux élus. Sans cesse, pour réduire les divergences et huiler les frictions, reviennent les appels et les adjurations : « Seule la C.N.T., sa puissance, son avenir, son rôle comptent ». Il y a une part de rouerie là-dedans, mais aussi une grande part de foi authentique. La majorité de ces activistes n'auraient pu conserver l'espoir, entretenir le réseau des liaisons, faire vivre la communauté, s'ils n'avaient senti que la C.N.T. était plus qu'eux-mêmes, mais qu'elle ne vivait que dans la mesure où ils apportaient chacun leur part entière.

Sans doute l'émigration a-t-elle usé l'organisation quantitativement. La mort, la fatigue, l'attentisme ; tout cela et les querelles intérieures ont éclairci les rangs. Mais qu'une émigration politique soit vivante, organisée et combattive près de vingt ans après l'exode est exceptionnel. Que l'on songe aux émigrations de l'Est, avant et après la guerre...

Trois hypothèses ont plané sur les travaux, influençant les débats lors même qu'elles n'étaient pas envisagées explicitement ou discutées. L'immédiat avenir de l'Espagne, évidemment ; l'isolement international ; l'état de scission du mouvement confédéral.

C'est le désir de tout tenter pour accélérer la chute du régime franquiste qui a poussé la C.N.T. à admettre l'alliance avec toutes les forces antifranquistes. Non sans inquiétude, et avec le corollaire immédiat d'une proposition d'alliance avec l'U.G.T., de façon à donner à l'élément ouvrier un rôle décisif dans la reconstruction de l'Espagne post-franquiste.

Le sentiment désagréable de se trouver sans lien organique dans le monde du travail — l'A.I.T. est

désormais réduite à quelques groupes de propagande — a provoqué un intérêt certain pour la vie internationale, facteur récent et rare chez les Espagnols. D'où la recherche de contacts, l'étude des courants proches, la proposition pratique de créer une commission internationale où il serait possible de travailler avec les syndicalistes de Scandinavie, de Hollande, de France, d'Amérique latine.

Et enfin, la division de la C.N.T. en deux tronçons. Certes, la C.N.T. organisée sous le signe du Comité national clandestin d'Espagne, et qui s'intitule modestement « Sub Comité » en exil, espère que la rentrée au pays entraînera une mise au point définitive, et que les deux fractions s'inclineront devant l'arbitrage de la C.N.T. de l'intérieur rendue à la vie organique normale. Cela n'empêche pas que le temps et les efforts consacrés aux polémiques ne soient perdus pour la lutte antifranquiste et pour les tâches syndicales elles-mêmes. S'il existe de grandes et graves divergences d'ordre organisationnel et tactique entre les deux C.N.T., il apparaît cependant que ce n'est pas en elles que résident les obstacles majeurs à une entente et une réunification. A côté de « trentistes », figurent, parmi les animateurs du « Sub Comité », des anciens FAIstes, qui ne renient rien. Aussi, ouverte ou inavouée, la nostalgie de l'unité rôde.

Le meilleur chemin pour réaliser l'unification passe sans aucun doute par la connaissance des problèmes de l'Espagne d'aujourd'hui, et la recherche objective des solutions ouvrières qui y correspondent. C'est ce que le VII<sup>e</sup> Plenum semble avoir compris. Peut-être les délégués de l'autre C.N.T., qui se rassemblaient dans cette même ville de Toulouse le jour où le plenum s'achevait par un meeting public, ont-ils entendu la voix de leurs compagnons de lutte, écho de la classe laborieuse espagnole, et qui, dans le désespérant désert du mouvement ouvrier international, maintient l'espoir.

Louis MERCIER.

## Bref commentaire

Dans le numéro de juin dernier, le camarade Mercier a publié un article consacré à l'actualité espagnole qui ne manque pas d'intérêt. Celui qui suit pas à pas le mouvement ouvrier et qui connaît notre tempérament autant que les caractéristiques de notre C.N.T. peut seul se hasarder à traiter de l'extérieur un sujet aussi complexe. Et vraiment, à mon avis, il nous a parlé avec justesse.

Rien de plus opportun que de mettre en évidence ce vide dans lequel nous nous trouvons et que recouvre la grandiloquence des mots « liberté », « anarchie », « communisme libertaire »..., et nous pourrions encore y ajouter les concepts qui peuvent donner satisfaction *verbale* à l'idéaliste le plus intransigeant, évidemment dégagé de toute préoccupation quant aux moyens, aux modes de production, aux aspects particuliers de chaque secteur économique, voire à la géographie, c'est-à-dire aux éléments essentiels de toute transformation de la vie d'un pays. La démagogie a par trop manipulé certains termes qui exigent plus de respect que les truismes banals des meetings, lesquels deviennent à force aussi vides de sens que jacassements de pies.

De même, il est bon de fustiger les prétentions des ministrables dont le nombre — soit dit en passant — va croissant, et qui jugent que la fatalité de l'époque interdit toute solution qui ne soit pas appliquée par décret. Si l'on peut penser qu'un jour il sera utile de prolonger l'action syndicale

par une activité politique, encore faut-il en étudier la forme ; si l'on accepte qu'un camarade défende ses convictions dans le domaine politique, dans la mesure de ses possibilités et — pour autant qu'il le fasse — après avoir rempli ses fonctions dans l'organisation, tout cela ne signifie nullement que l'on doive accepter *a priori* la thèse de l'intervention politique de la C.N.T., sans autres références dans le passé qu'une série d'échecs. Les défaites nous obligent à étudier nos problèmes et à les poser tels qu'ils surgissent, en fonction des buts que nous nous sommes fixés. L'Espagne doit résoudre un problème religieux et militaire en plus de tous ceux que nous connaissons et qui réclament des mesures radicales qui ne pourront jamais être prises par des politiciens du « donnant donnant ».

Ce que le camarade Mercier constate, c'est que nous continuons à observer la tragédie espagnole comme si nous étions dans quelque lointaine partie du monde alors qu'il nous faudrait étudier la situation quotidienne de façon à proposer des orientations qui, dès aujourd'hui, peuvent revêtir la valeur de revendications et qui, dans les jours qui suivront, contribueront à l'établissement du programme qu'en tant que centrale syndicale nous devons nous efforcer d'appliquer.

\*\*\*

Je voudrais m'expliquer clairement en ce qui concerne une question que le camarade Mercier juge d'un point de vue orthodoxe et qui, pour cette raison sans doute, lui échappe.

Le document-réponse adressé aux forces de droite et que les partis et les organisations de l'exil signèrent le 23 février, n'accepte pas la monarchie ; bien au contraire, ce texte n'a été signé que pour prendre position contre l'établissement *de facto* de la monarchie et pour réclamer l'organisation d'un plébiscite par lequel le peuple espagnol déterminerait le type de régime constitutionnel qu'il désire.

Tout comme Mercier, j'ai déclaré, avant de signer, que le document en question ne représentait rien en soi, mais rappelait que, pour toutes les organisations politiques et syndicales de l'exil, l'Espagne et Franco sont des réalités : l'Espagne, comme raison positive de notre existence, et Franco comme raison négative. Ainsi envisagé, le document apporte trois points valables :

- 1<sup>o</sup>) Il fait apparaître une communauté de vues concernant la solution de notre problème, communauté qui ne s'était jamais manifestée jusqu'à présent malgré vingt ans d'émigration ;
- 2<sup>o</sup>) Il révèle l'opposition ouverte au franquisme de forces qui furent son soutien ;
- 3<sup>o</sup>) Compte tenu de la position intransigeante de l'opposition en ce qui concerne le problème de l'unité confédérale et celui de l'entente avec les autres organisations en exil, on peut, s'il reste un peu de logique au monde, dire que le slogan des deux C.N.T. — que le parti socialiste a si magnifiquement exploité pour pouvoir évincer la centrale syndicale la plus importante de la discussion des affaires d'Espagne — ne peut plus servir.

D'accord donc avec ce que tu dis dans ton article, mon cher Mercier ; mais que ceux qui sont intéressés par notre cause n'oublient pas que la C.N.T. ne se trouve pas seulement placée face aux préoccupations fondamentales de l'organisation, mais qu'elle doit soumettre celles-ci à la préoccupation majeure de la libération de l'Espagne sans laquelle nos forces déclineront et s'useront, et avec elles ce grand espoir qu'est la C.N.T., pour toi et tous les libertaires du monde.

Manuel FABRA.

# ENCORE LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT

## TRONC COMMUN... OU PLANTS DE SERRE

Les difficultés financières et monétaires, peut-être les conflits sociaux risquent de compromettre quelque peu la Réforme de l'Enseignement lors de la rentrée parlementaire.

La question cependant est posée depuis longtemps, avant la guerre déjà et depuis la Libération. Pas seulement posée. L'enseignement a été quelque peu remanié depuis trente ans. Mais on n'a pas réussi à ébranler sur ses bases séculaires la vieille Université.

C'est-à-dire que tous les plans de rénovation ont subi le sort de pas mal de plans ; on a pu s'y référer, s'en inspirer. On n'a jamais appliqué tout le plan d'un seul bloc, ce qui brise la logique même du planisme.

Cependant les conditions d'une Réforme, les débats engagés méritent de retenir l'attention des militants syndicalistes, au moins par leurs aspects d'ordre concret et social. Nous allons appuyer sur les points les plus édifiants, réservant pour une étude ultérieure, des généralités sur la Réforme de l'Enseignement.

### LA CROISSANCE DU DEUXIEME DEGRE

En réalité nous assistons depuis plusieurs décades à des tentatives d'adaptation de l'Enseignement à l'évolution industrielle. L'extraordinaire développement du « Technique » est un phénomène caractéristique à cet égard. Mais le problème crucial, c'est la compétition entre les diverses « élites » autour des cadres supérieurs de l'Etat. C'est aussi celui du rajeunissement de ces élites et du renouvellement de ces cadres. En fin de processus, le conflit entre les mandarins (produits de la lente « imprégnation » du Secondaire) et les technocrates qui se disputent les charges de l'Etat.

La réalité pose des problèmes qui nous touchent plus directement.

D'abord l'augmentation de la population scolaire par la forte natalité d'après-guerre.

De 1936 à 1950, le nombre d'enfants soumis à l'obligation scolaire tombe de 5.400.000 à 4.300.000 approximativement. Mais de 1950 à 1955 il remonte en flèche, dépasse 5.500.000 et en 1960 il touchera presque le plafond de 6.500.000 pour se fixer en 1970 à 5.700.000.

Mais un phénomène distinct du premier — dont il subira d'ailleurs le contre-coup après 1960 dans le sens d'une accélération — c'est une augmentation constante et rapide des effectifs du deuxième degré.

Les lycées et collèges publics de 1925 à 1955 ont vu leurs effectifs, à la suite de l'institution du lycée gratuit, grimper de 243.000 à 496.000 (les établissements secondaires et privés montent également de 103.000 à 373.000 élèves).

Mais — ce qui prouve un mouvement irrésistible dans les familles d'ouvriers et d'employés — les cours complémentaires, prolongement du primaire, qui appliquent aujourd'hui les programmes du deuxième degré et ont pris souvent la place des anciennes écoles primaires supérieures, ont connu une progression d'effectifs plus importante proportionnellement. De 51.000 élèves en 1925 à 256.000 en 1955 dans l'enseignement public — de 29.000 à 70.000 dans l'enseignement privé.

En 1955 on comptait donc 1.197.000 élèves du

deuxième degré, auxquels il convient d'ajouter 330.000 élèves des établissements techniques.

On peut ajouter à cela deux observations fondamentales :

1) C'est d'abord que la scolarité au delà de 14 ans est réalisée pour 83 % des enfants parisiens, 53 % pour ceux des autres villes, le pourcentage étant naturellement beaucoup plus faible dans les campagnes ;

2) C'est que la gratuité des études secondaires a eu comme seul résultat notable de grouper les enfants des familles privilégiées et ceux des classes moyennes dans les mêmes établissements où l'on ne rencontre qu'un nombre réduit d'enfants d'ouvriers industriels ou agricoles. Sur le total des premiers, 21 % entrent dans les lycées et collèges à 11 ans, 13 % des seconds, tandis qu'on y rencontre de 67 à 87 % d'enfants dont les pères appartiennent à l'aristocratie industrielle, financière, commerciale, administrative ou aux professions libérales (1). A la sortie, le déséquilibre s'est nettement accentué. **Parmi les étudiants de Faculté, on ne rencontre que 2,5 % de fils et filles d'ouvriers et 0,4 % de fils et filles de salariés agricoles.**

**Au contraire, 60 % des fils d'ouvriers choisissent les cours complémentaires.**

Dans l'enseignement technique, les centres d'apprentissage comptent plus de 75 % d'enfants de salariés et d'artisans, tandis que les collèges techniques et les écoles professionnelles plus de 20 % et plus de 15 % d'enfants de patrons et de cadres supérieurs (tenir compte, bien entendu, de la faible densité de la population en cette classe privilégiée).

On pourrait en tirer la conclusion que si les cours complémentaires et les centres d'apprentissage n'existaient pas, la classe ouvrière aurait le droit de se désintéresser de toute réforme de l'enseignement.

L'évolution économique implique une autre nécessité sur laquelle nous n'insisterons pas ici — non que son importance nous échappe — : celle de valoriser le scientifique en face du classique, et surtout de surclasser le technique supérieur.

### L'ESSENTIEL DU PROJET ACTUEL

Depuis les grands plans élaborés à Alger en 1943 ou par la commission Langevin en 1945 — théoriquement révolutionnaires — presque tous les ministres de l'Education nationale qui se sont succédé ont voulu attacher leur nom à une réforme plus ou moins générale.

Le dernier projet après remaniements par les conseils universitaires se présente ainsi en ces grandes lignes :

1) Prolongation jusqu'à 16 ans de l'obligation scolaire :

2) Obligation pour tous les enfants de 11 à 13 ans de suivre les cours du Tronc commun, de se grouper dans les mêmes classes pour étudier les matières communes fondamentales. Il a été constaté en effet que l'orientation décidée à 11 ans n'était jamais déterminée par la vocation et les possibilités

(1) Il est intéressant de noter que les classes élémentaires des lycées existent toujours, réservées exclusivement aux enfants de la bourgeoisie. Il serait intéressant de connaître le pourcentage de ces privilégiés admis en 6<sup>e</sup>.

